

VISION TERRITORIALE TRANSFRONTALIERE 2050

MANDAT D'ASSISTANCE A MAÎTRISE
D'OUVRAGE

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES SUR
PROCEDURE OUVERTE
CAHIER ADMINISTRATIF DE LA PROCEDURE

DEPARTEMENT DU TERRITOIRE

OFFICE DE L'URBANISME – DIRECTION DU PROJET D'AGGLOMERATION

Date de validation : 13.10.2021

Table des matières

1. Introduction	4
1.1 Type de marché.....	4
1.2 Mandant	4
1.3 Responsable du mandat.....	4
2. Cahier des charges	5
2.1 Contexte	5
2.2 Objectifs	5
2.3 Méthodologie.....	5
2.4 Organisation de projet	8
2.5 Prestations attendues.....	8
2.5.1 Méthode et organisation de la démarche et structuration d'une vision territoriale d'ensemble	9
2.5.2 Gestion administrative et de projet.....	11
2.6 Livrables	12
2.7 Planning	12
2.8 Compétences requises.....	13
2.9 Budget.....	13
3. Conditions de soumission	14
3.1 Conditions générales	14
3.2 Offre à fournir	14
3.3 Calendrier de l'appel d'offres	15
3.4 Demandes de renseignement.....	15
3.5 Dépouillement des offres	15
3.6 Entretiens avec le comité d'évaluation.....	16
3.7 Offre	16
3.7.1 Remise des offres	16

3.7.2	Durée de validité	17
3.7.3	Modifications de l'offre	17
3.7.4	Inscription et demande du dossier.....	17
3.7.5	Forme et contenu.....	17
3.7.6	Langue de l'offre	18
3.7.7	Sous-traitance.....	18
3.7.8	Association de bureaux.....	18
3.7.9	Recevabilité de l'offre.....	18
3.7.10	Motifs d'exclusion.....	19
3.8	Conditions de participation	19
3.9	Critères d'adjudication	20
3.10	Comité d'évaluation	20
3.11	Barème des notes.....	21
3.12	Notation du prix.....	22
3.13	Conflit d'intérêt.....	22
3.14	Incompatibilité.....	22
3.15	Voies de recours	22
3.16	Conclusion du contrat suite à la décision d'adjudication.....	23
4.	Annexes	23
5.	Documents à retourner complets à l'adjudicateur	24

1. Introduction

Le présent document décrit la procédure d'appel d'offres ouvert pour l'accompagnement à maîtrise d'ouvrage (AMO) de la démarche d'élaboration de la vision territoriale transfrontalière à horizon 2050.

1.1 Type de marché

Marché de service avec procédure ouverte.

1.2 Mandant

Le présent mandat est mené et cofinancé par l'Office de l'urbanisme et par la Direction du projet d'agglomération (ci-après, le MO)

REPUBLIQUE ET CANTON DE GENEVE

Département du Territoire (DT)

Office de l'urbanisme et Direction du projet d'agglomération

Rue David-Dufour 5

Case postale 224 - 1211 Genève 8

1.3 Responsable du mandat

M. Mathieu Petite, adjoint de l'urbaniste cantonale, Office de l'urbanisme, DT, canton de Genève

Tél. +41 (0)22 546 73 87

Email : mathieu.petite@etat.ge.ch

2. Cahier des charges

2.1 Contexte

Le changement climatique, l'effondrement de la biodiversité, les inégalités sociales ou encore la surexploitation des ressources sont autant d'enjeux qui interrogent en profondeur les planifications en vigueur. Tant le Plan directeur cantonal genevois 2030, dont la dernière mise à jour a été approuvée par la Confédération en janvier 2021, que les différentes générations du projet d'agglomération, dont la dernière (PA4) a été déposée à la Confédération en juin 2021, reposent sur une vision qui, aujourd'hui, ne répondent pas à ces enjeux contemporains. De plus, la déclaration de l'urgence climatique par le Conseil d'Etat genevois en décembre 2019 impose de parvenir à la neutralité carbone en 2050 avec un palier à moins 60% d'émission de gaz à effet de serre en 2030 par rapport à 1990¹. A l'échelle du Grand Genève, la transition écologique est aussi reconnue comme fil conducteur des travaux qui s'ouvrent.

Ces objectifs amènent à repenser les planifications territoriales aux différentes échelles, transfrontalière, cantonale mais aussi des territoires voisins et partenaires, dans une approche coordonnée à l'échelle de l'agglomération. Ces démarches structurantes seront développées à l'aune de la transition écologique, par une implication citoyenne².

2.2 Objectifs

L'aménagement du territoire et la planification de l'ensemble des activités qui ont un impact territorial sont l'une des clés majeures pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et pour réussir la transition écologique. Ces ambitions doivent conduire à l'élaboration d'ici fin 2023, d'une nouvelle vision territoriale transfrontalière 2050, qui puisse se traduire dans les principaux outils de planification directrice que sont les Plans directeurs cantonaux (PDCn), les Plans directeurs régionaux, les Schémas régionaux, les Schémas de cohérence territoriaux (SCoT) français et les prochaines générations de Projets d'agglomération (PA). Cette vision devra être largement co-construite par différents partenaires, y compris la population, tant au niveau régional que cantonal.

2.3 Méthodologie

Pour répondre à cette ambition, une feuille de route a été établie. Elle sera validée par le Conseil d'Etat du canton de Genève à mi-novembre 2021 (cf. annexe 1).

A travers cette feuille de route, la démarche, qui vise à élaborer la nouvelle Vision transfrontalière horizon 2050, mobilise le canton de Genève ainsi que les partenaires du Grand Genève, notamment la Région de Nyon et le Pôle métropolitain du Genevois français, dans la perspective de la révision ou de l'élaboration de leurs planifications respectives.

¹ Service cantonal du développement durable (SCDD), *Plan climat cantonal 2030 2^{ème} génération*, République et canton de Genève, 2021.

² Cf. les démarches *Genève en transition* (geneveentransition.ge.ch) et *Grand Genève en transition* (www.grand-geneve-en-transition.org)

Il s'agit donc de mobiliser les acteurs au plus proche des territoires tout en tenant compte des nombreuses études, stratégies et réflexions existantes, en cours et à venir, pour établir un diagnostic critique, puis faire émerger une vision territoriale partagée : les lignes directrices de l'organisation souhaitée du territoire qui fonderont la formalisation du PDCn 2050 genevois et des prochains PA. La vision territoriale transfrontalière correspond, pour le PDCn, au concept d'aménagement cantonal (volet stratégique) ainsi qu'à un avant-projet du schéma directeur cantonal (volet opérationnel), et pour les PAs, à la vision d'ensemble et au schéma d'agglomération. Pour le Pôle métropolitain du Genevois français, la vision territoriale transfrontalière constituera la base de l'élaboration du SCoT et de la relance de la démarche interSCoT. Pour la Région de Nyon, cette vision fondera la future révision du Plan directeur régional du district de Nyon (PRDN).

Le travail de diagnostic et d'élaboration de la vision sera conduit au niveau des Périmètres d'aménagement coordonnés d'agglomération (PACA) qui seront reconfigurés pour l'occasion. Ce découpage simplifié et cohérent permettra d'impliquer les acteurs concernés de manière fine et de travailler à plusieurs échelles, notamment pour couvrir les besoins tant du PA que du PDCn (échelle cantonale), et des planifications des partenaires français et vaudois. Dans chaque PACA, une équipe pluridisciplinaire de mandataires proposera des orientations qui seront discutées dans des ateliers devant un Collège d'expert·e·s, puis mises en commun à l'échelle de l'agglomération avec les apports des autres PACA. Plusieurs boucles d'itération mèneront ensuite à construire la vision territoriale transfrontalière, consolidée après plusieurs versions successives. Le travail fin mené par les équipes pluridisciplinaires et dans les ateliers portera sur l'ensemble des thématiques qui ont une incidence territoriale : urbanisation, mobilité, logement, activités économiques, équipements publics, paysage, environnement, agriculture, santé, etc. Ces thématiques, que la vision territoriale transfrontalière mettra en cohérence à l'échelle régionale, seront déclinées ensuite dans les documents de planification des partenaires.

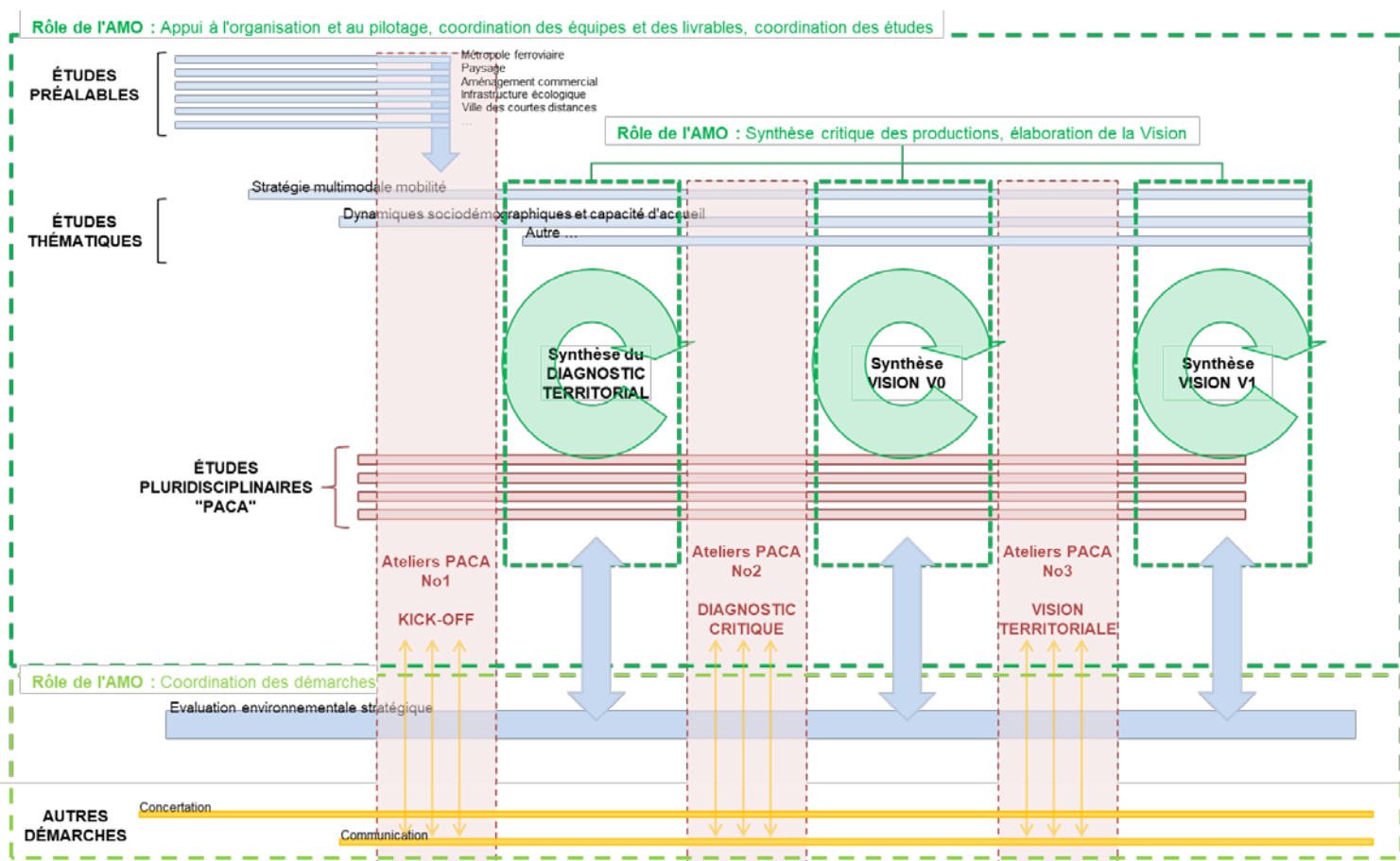
Ce processus s'appuiera sur des études préalables, actuellement engagées, qui se termineront d'ici au premier trimestre 2022. Elles ont pour but d'approfondir certains enjeux sectoriels en vue d'alimenter les réflexions menées à travers les différents mandats.

Des études thématiques sont également prévues (mandats ad hoc) pour accompagner la démarche, par exemple sur la stratégie multimodale de mobilité, sur la dynamique socio-économique et sur l'évaluation environnementale stratégique de la future vision territoriale transfrontalière. Une coordination forte entre ces études et l'élaboration de la vision permettront d'enrichir cette dernière au fil du processus.

Enfin, une démarche de concertation spécifique (hors du présent mandat) est actuellement en cours de préparation pour accompagner l'ensemble de la démarche. Toutefois, les apports de la démarche de concertation seront pleinement intégrés dans l'élaboration de la vision territoriale transfrontalière. Les modalités d'interactions /itérations devront encore être affinées au fil du processus.

Dans l'objectif de mener à bien ce processus complexe, la Direction de projet souhaite s'appuyer sur l'accompagnement d'un Assistant à maîtrise d'ouvrage (AMO) dont la mission portera sur la méthode et l'organisation des différentes prestations, la production de synthèses des différents livrables, l'élaboration à proprement parler de la vision territoriale transfrontalière (par une mise en cohérence des travaux menés au niveau des PACA et dans le cadre des études

thématiques) et un appui à la conduite de projet. Les principales missions de l'AMO sont illustrées dans le schéma ci-dessous et détaillés dans le paragraphe 2.5.



2.4 Organisation de projet

Le projet s'est doté d'une gouvernance à même de mener à bien ce processus d'envergure. La structure cantonale, en charge de la révision du PDCn, est étroitement intriquée à la structure transfrontalière (Cf. annexe 1, pp. 40-41 et tableau ci-dessous).

L'AMO sera rattaché à la Dirpro transfrontalière.

La Direction de projet transfrontalière est composée de :

Mme Ariane Widmer, urbaniste cantonale, Direction générale, OU

M. Matthieu Baradel, chef genevois du PA, Direction du projet d'agglomération

M. Eric Zellweger, directeur, Direction de la planification cantonale, OU

Mme Prisca Faure, cheffe de projet PDCn, Direction de la planification cantonale, OU

M. Frédéric Josselin, chef de service, Service communication et concertation, OU

Mme Ingrid Carini, cheffe de projet, Direction du projet d'agglomération

M. Joël Vetter, chef de projet, Direction du projet d'agglomération

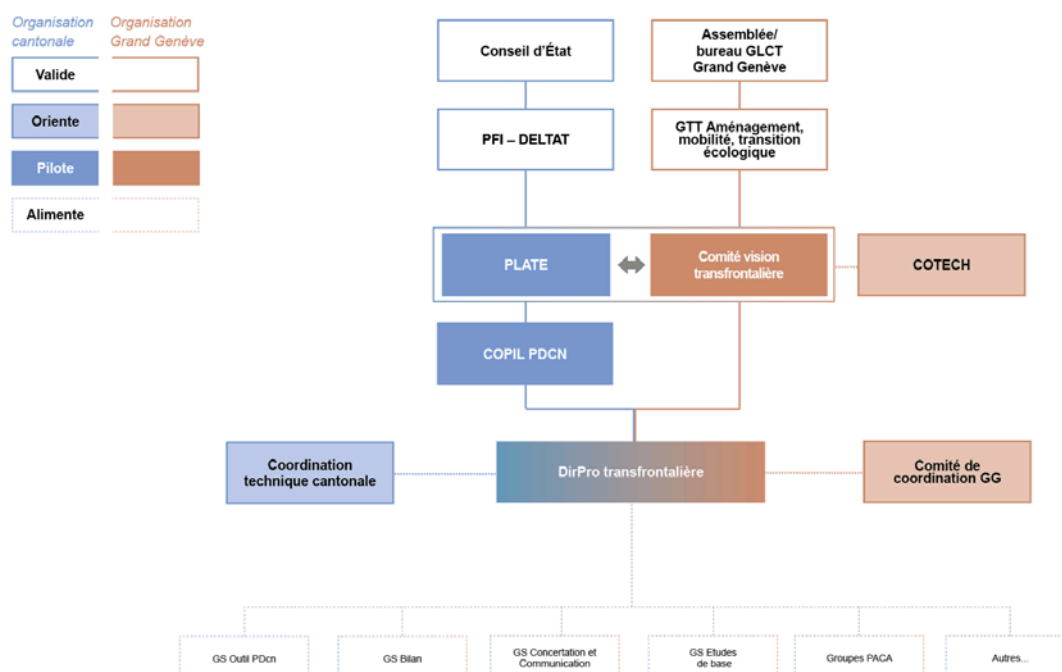
Mme Charlotte Le Gouic, cheffe de projet, Pôle métropolitain du Genevois français

M. Thierry Maeder, délégué au Développement territorial, Région de Nyon

M. Mathieu Petite, adjoint de l'urbaniste cantonale, Direction générale, OU

2.5 Prestations attendues

Organisation de la gouvernance pour l'élaboration de la vision territoriale transfrontalière et la révision du PDCn



Le mandat porte sur les deux premières étapes (diagnostic critique et vision

territoriale transfrontalière) telles qu'elles sont énoncées dans la feuille de route (Cf. annexe 1)³. Les tâches qui s'y rapportent peuvent être subdivisées en deux types : des tâches substantielles faisant appel à une expertise méthodologique et métier dans le domaine de la planification territoriale et des tâches administratives et organisationnelles relevant de la gestion de projet.

2.5.1 Méthode et organisation de la démarche et structuration d'une vision territoriale d'ensemble

Méthode de travail

- Apporter un regard critique sur le travail réalisé par les équipes de mandataires et les partenaires de l'agglomération (français, genevois et vaudois). Ce regard critique portera sur les travaux des équipes PACA (diagnostic critique) mais aussi les études thématiques⁴. Il devra apprécier l'ambition de ces travaux en regard de la « la hauteur de la marche » à franchir pour parvenir à la neutralité carbone en 2050 et plus généralement en regard des enjeux environnementaux, sociaux et économiques à prendre en compte.
- Appuyer la Direction de projet dans le pilotage de la démarche d'ensemble, dans le cadrage et le suivi des mandats des équipes pluridisciplinaires PACA, dans la coordination générale des acteurs et partenaires impliqués et dans l'intégration des apports de la démarche de concertation.
- Construire avec la Direction de projet la cohérence d'ensemble du processus et des contenus, affiner et préciser les différentes étapes de travail associées et l'enrichissement des différents mandats.
- Mettre en place un suivi des décisions et des arbitrages à tous les niveaux et les étapes du processus, afin de le rendre visible pour tous les partenaires.
- Appuyer la Direction de projet pour faire émerger, formuler et préparer les arbitrages nécessaires aux différents niveaux de gouvernance.
- Être force de proposition dans les attendus des différents mandats à tous les stades (élaboration des cahiers des charges, productions, livrables).
- Définir, en lien avec la Direction de projet, un cadre pour les livrables des différentes prestations (cartographiques, mise à disposition éventuelle de données, charte graphique, etc.) à destination des différents mandataires et dans la perspective de la mise en commun des contenus.
- Suivre et adapter cas échéant le calendrier de la démarche en tenant un planning détaillé.

Etudes PACA et ateliers de travail

- Contribuer aux cahiers des charges et à leur coordination pour alimenter le processus d'ensemble ; veiller à la bonne intégration des thématiques " nouvelles" amenées par la transition écologique.

³ La feuille de route est une pièce constitutive centrale du présent appel d'offres.

⁴ A noter que les études thématiques seront pilotées par les entités de l'agglomération (offices cantonaux, Pôle métropolitain, etc.) et non par l'AMO lui-même

- Identifier, rassembler et faire la synthèse des études et stratégies sectorielles qui seront mises à disposition des équipes pluridisciplinaires PACA.
- Conseiller la Direction de projet dans les résultats attendus et livrables pertinents / requis au niveau PACA à chaque étape du processus (3 phases correspondant aux ateliers, rendus en amont et en aval des ateliers).
- Veiller à la cohérence des quatre démarches PACA et de leurs livrables finaux ; proposer une structure commune (rapports, cartes et données) pour les livrables des études territoriales à l'échelle des PACA.
- Contribuer à concevoir l'organisation générale des ateliers de terrain et des journées de mises en commun, au niveau de la structure, du format et de la composition des groupes impliqués et des différents publics, sur la base des propositions déjà ébauchées.
- Préparer, animer et produire les synthèses des ateliers avec les groupes de travail et les équipes pluridisciplinaires à l'échelle des PACA.
- Préparer, animer et produire les synthèses des séances de mise en commun avec le Collège d'expert-e-s, y compris la séance de kick-off.
- Assurer le lien avec l'AMO concertation pour alimenter le processus d'ensemble et coordonner l'implication des partenaires, acteurs et différents publics.

Etudes thématiques

- Contribuer à la mise en cohérence des études thématiques, dont plusieurs offices cantonaux sont en charge, et des études thématiques des autres partenaires, et à leur coordination pour alimenter le processus d'ensemble.
- Contribuer au cahier des charges et/ou au lancement des études thématiques nécessaires (en particulier les principales déjà identifiées : stratégie multimodale 2050, dynamiques socio-économiques et capacités d'accueil des territoires) à l'échelle transfrontalière et à leur coordination pour alimenter le processus d'ensemble.
- Assurer un suivi et une coordination renforcée avec les deux démarches transversales suivantes :
 - Elaboration de la Stratégie multimodale 2050
 - Dynamiques socio-économiques et capacité d'accueil des territoires

Vision territoriale transfrontalière

- Construire la vision territoriale transfrontalière sur la base du diagnostic critique, du travail des équipes pluridisciplinaires PACA et des mandats d'études thématiques et porter la responsabilité de la mise en cohérence à l'échelle de l'agglomération.
- Veiller à articuler l'élaboration de la stratégie multimodale 2050 avec la vision territoriale de manière à ce qu'elle intègre pleinement cette stratégie, en cohérence avec les attendus de la Charte de transition écologique du Grand Genève.

- Assurer une expertise et un regard complémentaire en soutien des mandats PACA et des études thématiques.
- Produire la vision territoriale transfrontalière sous forme textuelle et cartographique.

Articulation avec le processus d'évaluation environnementale stratégique (EES)

- Assurer le lien et la coordination avec les deux mandats d'évaluation environnementale stratégique, pilotés par une équipe de projet dédiée en lien avec une démarche globale de transition écologique du Grand Genève, qui vont permettre d'évaluer sous l'angle de plusieurs critères le projet de future vision territoriale transfrontalière 2050 dans toutes ses dimensions (aménagement, mobilité, environnement-paysage, etc.) à ses différentes étapes d'élaboration.
- Veiller à la bonne prise en compte des orientations et recommandations issues de l'évaluation environnementale stratégique dans le processus d'élaboration de la vision territoriale transfrontalière 2050 et des mandats thématiques associés.

Suite du processus

- Préfigurer les étapes de formalisation de la vision territoriale dans les documents de planification des partenaires (PA et PDCn principalement), en particulier pour la formulation d'un "chapeau commun" (qui sera la vision territoriale transfrontalière) aux différents documents.
- Participer à la définition des mesures urgentes portant sur le PDCn 2030, qui seront fondées sur le diagnostic critique produit fin 2022, et cas échéant pour les autres planifications directrices.

2.5.2 Gestion administrative et de projet

Cahiers des charges et appels d'offres

- Assurer une relecture critique, sur la base du travail déjà effectué par la Direction de projet, des cahiers des charges des différents mandats : quatre groupements pluridisciplinaires dans les PACA, membres du Collège d'expert-e-s, mandataires pour certaines études thématiques et éventuellement d'autres mandats spécialisés (par exemple, communication, graphisme, rédaction, etc.).
- Appuyer la Direction de projet dans les procédures d'appels d'offres, en particulier lors de situations complexes de mandats transfrontaliers exigeant par exemple la mise en place de groupement de commande et le respect des règles françaises en matière de marchés publics, dans la sélection des équipes mandataires, et dans le suivi des prestations (contenu, livrables, planning, etc.).

Equipes de mandataires

- Assurer la coordination des mandats, en particulier entre les équipes pluridisciplinaires, le bureau spécialisé en processus de concertation et

les autres mandataires chargés des études thématiques et de l'EES.

- Veiller au respect des exigences posées dans le travail des équipes pluridisciplinaires, indispensable à leur mise en commun (orientations des équipes, séquençages thématiques et étapes de travail, exigences en termes de livrables).

2.6 Livrables

Les prestations suivantes sont attendues selon les diverses étapes :

- Cahiers des charges des équipes pluridisciplinaires et des mandataires des équipes thématiques : relecture critique ou élaboration, selon le cas.
- Documents de cadrage des productions pour les différents mandats (cartographie, données, éléments de charte, volume...).
- Documents de synthèse des mises en commun lors des ateliers : textes, infographies, cartes, croquis...
- Diagnostic territorial : synthèse critique, pour les différents thèmes en liens avec l'aménagement du territoire et aux différentes échelles, visant à mettre en exergue les enjeux à traiter dans le cadre de l'élaboration de la vision territoriale transfrontalière.
- Vision territoriale transfrontalière V0 : document de synthèse ébauchant les grandes lignes d'organisation du territoire, fondé sur les différents apports issus des étapes successives aux différentes échelles, des différents mandats thématiques et de l'EES. Cette vision sera composée d'éléments graphiques et textuels. Le texte comprendra une vision d'ensemble, des objectifs spécifiques (thématiques, transversaux, etc.) couvrant le champ des orientations détaillées dans la feuille de route (Cf. annexe 1 pp. 20-25), ainsi qu'une déclinaison des objectifs spécifiques à l'échelle des PACA et cas échéant du canton de Genève. Ce document sera accompagné d'un cahier de recommandations pour les équipes PACA en vue de l'élaboration de la V1.
- Vision territoriale transfrontalière V1 : sur la base de la V0, intégration des apports issus des phases d'itération à l'échelle des PACA, des différents mandats thématiques et de l'EES pour affiner la V0. Cette vision sera composée d'éléments graphiques et textuels (voir ci-dessus). Cas échéant, suite aux validations politiques de la V1, l'AMO aura en charge l'intégration des ajustements nécessaires dans une version finale (VF).
- Ordres du jour des séances bimensuelles de la Dirpro transfrontalière, ainsi que PV ou journal de bord ;
- Supports de préparation des événements et des différentes instances de gouvernance ;
- Outil de gestion de projet (notamment pour rendre visible l'historique des décisions et des arbitrages).

2.7 Planning

Les étapes et le planning sont indiqués dans la Feuille de route (Cf. annexe 1, pp. 38, 39 et 54)

L'engagement de l'AMO est envisagé depuis février 2022 (préparation de l'affinage des cahiers des charges et du kick-off) jusqu'à l'élaboration de la version finale de la Vision territoriale transfrontalière (estimée à mi-2024).

2.8 Compétences requises

Il est attendu du groupement de mandataires les compétences suivantes :

- Expertise transversale sur les questions de transition écologique pour, notamment, alimenter le diagnostic critique et orienter les différents mandats liés à la démarche.
- Expertise métier dans le domaine de l'aménagement du territoire et du développement territorial.
- Capacités métier dans les domaines suivants : mobilité, paysage, nature, environnement, sociologie, économie territoriale.
- Expertise sur la réalisation et le pilotage de diagnostics territoriaux et des études prospectives.
- Capacité à développer une vision interdisciplinaire, transversale et synthétique.
- Capacité à coordonner des études/ démarches / projets et à dégager une vision d'ensemble.
- Expertise sur les questions de communication de projet et de concertation. Il faut considérer que les productions de synthèse de l'AMO, objet du présent mandat, alimenteront la démarche de concertation.
- Compétences en matière d'animation d'ateliers et de mobilisation de l'intelligence collective.
- Connaissance du contexte transfrontalier de l'agglomération du Grand Genève et de son fonctionnement institutionnel.
- Capacité à évoluer dans des environnements institutionnels complexes, notamment transfrontaliers, pour le montage des mandats à l'échelle du Grand Genève.
- Expertise organisationnelle et gestion de projets : tenue de plannings, rédaction de PV/journal de bord, etc.

Le pilotage du groupement devra obligatoirement être assuré par un bureau d'urbanisme ou d'aménagement du territoire.

2.9 Budget

Le budget pour ce mandat est estimé entre 300'000 et 350'000 CHF (TTC)

3. Conditions de soumission

3.1 Conditions générales

- a) En répondant au présent appel d'offres, le soumissionnaire reconnaît avoir pris connaissance du cahier des charges et obtenu tous les renseignements utiles et nécessaires à l'établissement de son offre. En déposant une offre, le soumissionnaire s'engage à accepter toutes les conditions définies dans le présent dossier d'appel d'offres et dans les documents qui le composent. Tout soumissionnaire qui ne respecterait pas ces conditions sera éliminé.
- b) Le présent appel d'offres est soumis à l'Accord Intercantonal sur les Marchés Publics (AIMP) du 25 novembre 1994, ainsi qu'au Règlement genevois sur la passation des marchés publics (RMP) du 17 décembre 2007.
- c) Le soumissionnaire qui formule une offre en tant que bureau pilote du groupement d'assistant à maîtrise d'ouvrage ne pourra pas soumettre une autre candidature pour les appels d'offres des équipes pluridisciplinaires PACA.
- d) L'offre du soumissionnaire doit parvenir selon les formes indiquées et les délais indiqués.
- e) La procédure est ouverte.

3.2 Offre à fournir

Une offre détaillée rédigée en français au contenu minimum listé ci-dessous est à fournir. Les critères d'adjudication sont détaillés au paragraphe 3.9

- Proposition méthodologique, compréhension de la problématique et organisation du mandat incluant le déroulement des travaux (calendrier, contenu des étapes, nombre de séances, livrables, max 4 pages A4 – critère 1) ;
- Présentation de la composition de l'équipe de travail du groupement (chef/fe de projet, collaborateur/rices et éventuel/les sous-traitant/es) et de son organisation (max. 2 pages A4 – critère 2) - les CV des personnes impliquées dans le groupement sont à remettre en annexe de l'offre.
- La présentation des références de projets similaires récents (max 2 pages – critère 2) ;
- Estimation totale des coûts, mettant en évidence le temps ainsi que le coût horaire par prestation et à la journée des différents intervenant/es pour chaque étape (2 pages + tableau récapitulatif cas échéant – critère 3) ;
- Présentation et preuve de l'engagement du bureau pilote et des autres mandataires pour la formation de stagiaires ou d'apprenti/es (critère 4)
- Le présent appel d'offres dûment signé
- Les attestations et documents mentionnés au paragraphe 3.7.5

Tout document supplémentaire par rapport aux exigences formulées ci-dessus ne sera pas considéré dans l'évaluation des offres.

3.3 Calendrier de l'appel d'offres

Publication / envoi du cahier des charges	14 octobre 2021
Délai pour déposer les demandes de renseignements par les soumissionnaires	29 octobre 2021
Délai pour répondre aux demandes de renseignement des soumissionnaires	5 novembre 2021
Délai de retour des offres	19 novembre 2021
Date d'ouverture des offres	22 novembre 2021
Fin du dépouillement des offres	1er décembre 2021
Entretiens avec le comité d'évaluation	8 décembre 2021
Adjudication du marché	3 janvier 2022
Entrée en force de l'adjudication	1^{er} février 2022

3.4 Demandes de renseignement

Les demandes de renseignements éventuelles des soumissionnaires doivent être posées sur la plateforme simap.ch selon le délai défini dans le paragraphe 3.3. L'adjudicateur ne traitera aucune demande adressée par téléphone, ni par un canal autre que la plateforme simap.ch.

Les questions doivent être précises et concises, avec référence à un document, chapitre et paragraphe, remis par l'adjudicateur.

Ce dernier publiera les réponses aux questions, sur la plateforme simap.ch selon le délai mentionné dans le paragraphe 3.3.

L'adjudicateur se réserve le droit de refuser de répondre aux demandes de renseignements sans rapport avec le marché mis en concurrence.

Ces demandes de renseignements et leurs réponses font partie intégrante du dossier d'appel d'offres et doivent être prises en compte dans l'élaboration de l'offre.

3.5 Dépouillement des offres

Au cours du dépouillement des offres, l'adjudicateur pourra être amené à demander des précisions aux soumissionnaires. Ces demandes, ainsi que les réponses écrites des soumissionnaires, adressées à l'adjudicateur par e-mail,

font partie intégrante des offres.

L'adjudicateur se réserve le droit de demander ces précisions sous forme d'audition du soumissionnaire, si elle le juge plus opportun.

L'ouverture des offres se fera au Département du territoire, Etat de Genève selon le calendrier défini dans le paragraphe 3.3.

L'ouverture des offres n'est ni publique ni ouverte aux soumissionnaires.

L'adjudicateur se réserve le droit de considérer toutes les offres comme non satisfaisantes.

Chaque soumissionnaire sera averti individuellement, par courrier, de la décision prise en ce qui concerne son offre.

3.6 Entretiens avec le comité d'évaluation

Afin d'approfondir l'évaluation des candidatures, l'adjudicateur convoquera certains des soumissionnaires. L'adjudicateur se réserve le droit de ne convoquer que les soumissionnaires qui ont des chances objectives d'obtenir le marché.

Le cas échéant, le soumissionnaire ne pourra pas apporter d'éléments nouveaux ou modifier son offre, au risque de se voir exclu de la procédure.

Les entretiens auront lieu le **mercredi 8 décembre 2021** (horaires à définir) auprès de :

REPUBLIQUE ET CANTON DE GENEVE
Département du territoire
Salle Galiléo, 3ème étage
Rue des Gazomètres 3
1205 Genève

3.7 Offre

3.7.1 Remise des offres

Les offres doivent être remise au plus tard le **vendredi 19 novembre à 12h** auprès de :

REPUBLIQUE ET CANTON DE GENEVE
Département du Territoire (DT)
Office de l'urbanisme
Rue David-Dufour 5
Case postale 224
1211 Genève 8
A l'attention de M. Mathieu Petite

3.7.2 Durée de validité

La durée de validité de l'offre est de 6 mois à compter de la date du dépôt de l'offre.

Une offre déposée est considérée comme définitive et ferme. Elle ne peut plus être retirée unilatéralement par le soumissionnaire durant la période de validité fixée par l'adjudicateur à moins d'une justification telle qu'une procédure de sursis concordataire, de mise en faillite ou de mise en poursuite, susceptible de remettre en question le bien-fondé de la décision d'adjudication. La justification peut également s'appuyer sur un élément extérieur indépendant de la volonté du soumissionnaire, voire sur une erreur essentielle au sens de l'art. 24, alinéa 1, chiffre 4 du Code des obligations (CO). Le cas échéant, l'intéressé engage sa responsabilité contractuelle en application de l'art. 26 du CO.

3.7.3 Modifications de l'offre

Une offre déposée ne peut pas être modifiée ou complétée après le délai de dépôt fixé par l'adjudicateur. A l'échéance dudit délai, un candidat ne peut donc plus corriger ou faire corriger son offre, des documents ou des informations qu'il aura transmis à l'adjudicateur.

3.7.4 Inscription et demande du dossier

Le dossier complet est entièrement téléchargeable sur le site Internet

www.simap.ch.

Si le soumissionnaire télécharge le dossier, il sera considéré comme inscrit pour autant qu'il ait rempli complètement et correctement le formulaire d'inscription du site internet.

L'adjudicateur n'est pas responsable des conséquences d'une inscription partielle ou d'une inscription dont les coordonnées n'existent pas ou sont (devenues) caduques, notamment lorsqu'il souhaite informer le soumissionnaire d'une modification des documents téléchargeables ou d'un complément de dossier. Les soumissionnaires sont aussi responsables de s'informer sur ce site des réponses aux questions.

Il est recommandé au soumissionnaire de conserver précieusement le code d'accès fourni par le site internet. En effet, ce code d'accès lui permet d'accéder directement au marché tant que celui-ci est publié sur le site internet.

3.7.5 Forme et contenu

Le soumissionnaire doit déposer son offre sous les deux formes suivantes :

- Papier en deux exemplaires
- Dématérialisée en envoyant le dossier à l'adresse email suivante mathieu.petite@etat.ge.ch

Les soumissionnaires produiront avec leur offre, tant pour eux-mêmes, pour leurs sous-traitants que pour les membres associés au groupement, les pièces de conditions de participation suivantes :

- Attestation d'assurance vieillesse et survivants (AVS ou équivalent)
- Attestation d'assurance invalidité (AI ou équivalent)
- Attestation d'assurance perte de gain (APG ou équivalent)
- Attestation du paiement des cotisations chômage
- Attestation du paiement des cotisations d'allocations familiales
- Attestation de la Caisse de pension (LPP ou équivalent)
- Attestation d'assurance-accident (SUVA ou équivalent)
- Attestation du paiement de l'impôt à la source pour le personnel étranger
- Engagement à respecter l'égalité entre hommes et femmes
- Attestation certifiant, pour le personnel travaillant sur le territoire genevois, soit que le soumissionnaire est lié par la convention collective de travail de sa branche, applicable à Genève, soit qu'il a signé auprès de l'Office cantonal de l'inspection et des relations du travail (OCIRT) un engagement à respecter les usages de sa profession en vigueur à Genève, notamment en ce qui concerne la couverture de personnel en matière de retraite, perte de gain en cas de maladie, assurance accident et allocations familiales.

3.7.6 Langue de l'offre

L'offre et tous les documents faisant partie de la soumission doivent être rédigés en français.

3.7.7 Sous-traitance

Il est possible de faire appel à des sous-traitants, notamment pour couvrir les domaines cités au paragraphe 2.8.

3.7.8 Association de bureaux

L'association de bureaux est admise.

3.7.9 Recevabilité de l'offre

L'adjudicateur ne prendra en considération que les offres qui respectent les conditions de participation, à savoir les offres qui :

- sont arrivées signées et datées dans le délai imposé, dans la forme et à l'adresse fixée ;
- sont accompagnées des attestations, preuves et documents demandés par l'adjudicateur, d'une durée de validité de maximum 3 mois ;
- sont remplies selon les indications de l'adjudicateur ;

3.7.10 Motifs d'exclusion

Outre les motifs de non recevabilité de son offre, un soumissionnaire sera exclu de la procédure :

- s'il trompe ou cherche à tromper intentionnellement l'adjudicateur en déposant des documents faux ou erronés, en fournissant des informations caduques ou mensongères, en proposant des preuves falsifiées ou non certifiées officiellement et s'il a modifié les bases d'un document remis via un support électronique ou sous forme papier ;
- s'il ne respecte pas les conditions de participation du présent document ;
- s'il ne fournit pas les attestations exigées au paragraphe 3.6.3 d'une durée de validité de maximum 3 mois ;
- s'il ne dépose pas, dans le délai fixé au paragraphe 3.7.1, une offre complète, signée et datée, à l'adresse fixée.

Pour le surplus, d'autres motifs d'exclusion figurant dans la législation cantonale peuvent être invoqués par l'adjudicateur.

3.8 Conditions de participation

a) Peuvent participer les soumissionnaires ayant une succursale ou un siège en Suisse ou dans un pays signataire de l'Accord international sur les marchés publics du 15 avril 1994 et qui accorde la réciprocité aux entreprises suisses et genevoises.

b) La procédure est ouverte à des bureaux dans les domaines de compétences cités dans le paragraphe 2.8, établis en Suisse ou dans un état signataire de l'accord OMC sur les marchés publics, qui offrent la réciprocité aux mandataires suisses en matière d'accès aux marchés publics, pour autant que chacun des bureaux remplisse l'une des deux conditions suivantes à la date du dépôt de l'offre sous peine d'exclusion du marché :

- être porteur, à la date d'inscription à la présente procédure, d'un diplôme des universités suisses, écoles polytechniques fédérales, ou hautes écoles spécialisées (HES ou ETS), ou d'un diplôme étranger bénéficiant de l'équivalence ;
- pour le bureau pilote, être inscrit au Registre des Architectes, Architectes paysagistes, Aménagistes REG A ou REG B de la Fondation des registres suisses des professionnels de l'ingénierie, de l'architecture et de l'environnement⁵, au tableau des mandataires professionnellement qualifiés (MQP) ou à un registre officiel professionnel étranger jugé équivalent selon le SECO.

c) Les bureaux doivent se constituer en groupement pluridisciplinaire de mandataires pour réunir toutes les compétences requises et désigner un bureau pilote (nécessairement un bureau d'urbanisme ou aménagement– cf. paragraphe 2.8).

⁵ <https://reg.ch/fr/fondation/dispositions/recueil-de-dispositions/statuts>

d) Le bureau d'urbanisme ou aménagement agira comme pilote du groupement et devra chiffrer cette prestation particulière dans le cadre de son offre.

e) Chaque bureau par compétence, même si la compétence est détenue en interne, doit posséder les aptitudes, expériences et références minimales suivantes :

- proposer au moins une référence achevée récente dans son domaine de compétence, qui démontre l'exécution de prestations liées à des marchés d'importance et de nature similaires au présent marché;
- pour le pilote du groupement, proposer au moins une référence achevée récente en matière de pilotage de groupements pluridisciplinaire de mandataires ou participation à des groupements pluridisciplinaire d'importance, qui tend à démontrer l'exécution de prestations liées à des marchés d'importance et de nature similaires au présent marché.

3.9 Critères d'adjudication

L'adjudication du mandat se fera au regard des critères suivants :

Critère 1 : Méthodologie, compréhension de la problématique et organisation du mandat	40%
Critère 2 : Références/compétences et organisation du groupement	35%
Critère 3 : Montant de l'offre et allocation des ressources	20%
Critère 4 : Engagement à la formation ⁶	5%

Un critère d'adjudication peut être divisé en éléments d'appréciation ou en sous-critères.

Si le nombre et l'ordre d'importance des critères sont définitifs et annoncés préalablement, l'adjudicateur se réserve le droit de fixer autant d'éléments d'appréciation qu'il est nécessaire pour départager les soumissionnaires, ceci en respectant l'égalité de traitement et le principe de la transparence.

3.10 Comité d'évaluation

Le comité d'évaluation est composé de :

Mme Ariane Widmer, urbaniste cantonale

M. Matthieu Baradel, chef genevois du projet d'agglomération

Mme Prisca Faure (Direction de la planification cantonale, OU)

Mme Ingrid Carini (Direction du projet d'agglomération)

M. Joël Vetter (Direction du projet d'agglomération)

M. Alexandre Prina (Office cantonal des transports, DI)

⁶ Le Conseil d'Etat encourage l'administration cantonale à privilégier les entreprises formatrices lors d'adjudication de marchés publics (Cf. <https://www.ge.ch/document/apprentissage-dual-geneve-analyse-plan-soutien>)

M. Mathieu Petite (Direction générale, OU)
M. Christophe Salmon (Direction administrative et financière, OU)
M. Frédéric Josselin (Service communication et concertation, OU)
M. Thierry Maeder, délégué au développement territorial (Région de Nyon)
Mme Charlotte Le Gouic, cheffe de projet aménagement (Pôle métropolitain du Genevois français).
M. Christian Exquis, architecte-urbaniste indépendant (expert externe)







Le comité procédera lui-même à l'évaluation des offres. Il se réserve le droit de faire appel à d'autres experts externes.

3.11 Barème des notes

L'échelle de notes est de 0 à 5 (0 constituant la plus mauvaise note et 5 la meilleure note). Un critère d'adjudication sera noté jusqu'au centième (par exemple 3,46). Il est rappelé qu'une évaluation d'un critère peut être faite autant en rapport avec les exigences du marché qu'en comparaison entre les soumissionnaires.

La tableau ci-dessous précise les appréciations générales déterminant chaque note :

Annexe T1

Échelle de notes		
0		Candidat ou soumissionnaire qui n'a pas fourni l'information ou le document non éliminatoire demandé par rapport à un critère fixé
1		Candidat ou soumissionnaire qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, mais dont le contenu ne répond pas aux attentes
2		Candidat ou soumissionnaire qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, mais dont le contenu ne répond que partiellement aux attentes
3		Candidat ou soumissionnaire qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé et dont le contenu répond aux attentes minimales, mais qui ne présente aucun avantage particulier par rapport aux autres candidats ou soumissionnaires
4		Candidat ou soumissionnaire qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes et qui présente un minimum d'avantages particuliers par rapport aux autres candidats ou soumissionnaires, ceci sans tomber dans la surqualification
5		Candidat ou soumissionnaire qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes avec beaucoup d'avantages particuliers par rapport aux autres candidats ou soumissionnaires, ceci sans tomber dans la surqualification

CROMP – Guide romand pour les marchés publics

Version du 1^{er} mai 2020

La note attribuée à un critère est faite sur la base d'une analyse globale de l'ensemble des documents exigés par critère. Lorsqu'une information ou un document demandé n'est pas produit, l'adjudicateur se réserve le droit d'exclure l'offre de la procédure en raison de son caractère incomplet.

3.12 Notation du prix

La notation du prix se fera selon la méthode suivante **T2** : montant de l'offre la moins disante à la puissance 2, multiplié par la note maximale possible (note 5), le tout divisé par le montant de l'offre concernée à la puissance 2. Le prix offert le plus bas peut être celui estimé par l'adjudicateur si celui-ci est justifié pour des raisons de limites budgétaires qui ne peuvent en aucun cas être dépassées et s'il est en-dessous de celui de l'offre la moins disante.

$$\text{Note offre Y} = \left[\frac{\text{Montant offre la plus basse}}{\text{Montant offre Y}} \right]^2 \times 5$$

3.13 Conflit d'intérêt

Aucun candidat, membre ou associé ne doit se trouver en situation de conflit d'intérêt avec des membres du comité d'évaluation susmentionnés. Un conflit d'intérêt est déterminé notamment par le fait qu'un bureau ou un collaborateur, ainsi qu'un associé est en relation d'affaire ou possède un lien de parenté avec un des membres du comité d'évaluation.

3.14 Incompatibilité

Sous réserve de la décision prise par l'adjudicateur de l'exclure d'office de la procédure, la personne ou le bureau qui a réalisé une prestation particulière, avant le lancement de la procédure, peut y participer pour autant que cette prestation :

- était limitée dans le temps et est achevée au moment du lancement de la procédure ;
- ne touche pas l'organisation de la procédure ou l'élaboration du cahier des charges ;
- ne fait pas partie du marché mis en concurrence (expertise, étude de faisabilité, étude d'impact).

3.15 Voies de recours

Le soumissionnaire est informé que les décisions suivantes sont sujettes à recours :

- l'appel d'offres (à compter de la date de la publication) ;
- la décision d'exclusion (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision d'interruption de la procédure (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de répétition ou de renouvellement de la procédure (à compter de la date de publication ou du lancement de la nouvelle procédure) ;

- la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de révocation de la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de sanction administrative (à compter de la date de sa notification) ;

Le présent appel d'offres étant soumis au règlement genevois sur la passation des marchés publics (RSGe L 6 05.01), il peut faire l'objet d'un recours dans les 10 jours, les fêtes judiciaires ne s'appliquant pas, à compter de sa publication dans la FAO auprès de la Chambre administrative de la Cour de Justice genevoise, rue du Mont-Blanc 18, case postale 1956, 1211 Genève 1. Le recours devra être déposé en deux exemplaires, se référer au présent appel d'offres et contenir les conclusions dûment motivées, avec indication des moyens de preuves ainsi que la signature du recourant.

La décision attaquée et les documents servant de moyens de preuve en possession du recourant sont joints au mémoire. Le mémoire est daté et signé par le recourant ou par son mandataire.

Le recours n'a pas d'effet suspensif, sauf s'il est accordé d'office, ou sur demande du candidat, par l'autorité de recours.

3.16 Conclusion du contrat suite à la décision d'adjudication

Les documents d'appel d'offres sont destinés en premier lieu à l'évaluation et à la comparaison des offres pour l'adjudication. Les contrats conclus suite à la décision d'adjudication se baseront sur les cahiers des charges et, le cas échéant, sur les propositions d'optimisation, émises dans le cadre de la procédure. Une décision d'adjudication n'engage pas l'adjudicateur à conclure le contrat avec l'adjudicataire. Le montant de l'adjudication ne représente pas un engagement contractuel.

4. Annexes

1. « Feuille de route pour le nouveau Plan directeur cantonal. Vision territoriale transfrontalière 2050 », version du 30.09.2021 (document confidentiel, à ne pas diffuser)
2. Documents et information à remettre par le soumissionnaire

5. Documents à retourner complets à l'adjudicateur

1. Le présent cahier administratif de la procédure signé par l'ensemble des mandataires composant le groupement
2. Documents et informations à remettre par le soumissionnaire
3. Attestations demandées (Cf. paragraphe 3.7.5)

A compléter par le soumissionnaire :

Nom du bureau responsable de l'offre (bureau pilote) :

Nom et prénom de la personne responsable de l'offre :

Adresse complète :

Téléphone :

Adresse électronique (e-mail) :

	Offre soumissionnaire
Montant de l'offre TTC :	CHF .—

Date :

Nom et prénom du signataire

Signature :

_____	_____
_____	_____
_____	_____
_____	_____
_____	_____

Tous les membres du groupement de mandataires doivent signer le présent document. En signant le présent document, le soumissionnaire s'engage sur le contenu du présent document, mais également sur le contenu de toutes les annexes qu'il fournit.

